

Et si on jouait collectif ?

A la sortie de l'hiver 2009, le numéro spécial de TELERAMA (voir ci-dessous) titrait :



Nous l'avons feuilleté page par page et nous avons même regardé les pages de publicité pour être bien sur de ne rien oublier. **Rien !** Rien de rien sur le sport, ni sur Jeunesse et Sports, ni sur les CREPS*...

Fort heureusement le supporter de l'équipe avait activé le système d'alerte internet de son ordinateur dans la rubrique « Actualités » et là il a trouvé quelques déclarations émanant de Directeurs de ces établissements, tous persuadés que « leur » CREPS allait sauver la mise car on nous le répète régulièrement nous sommes les meilleurs même s'il n'y a que le meilleur qui gagne :

Le ministère de la Jeunesse et des Sports a tranché : 6 CREPS de France vont fermer leurs portes. 14 autres vont prendre une nouvelle dimension : c'est le cas de celui de Dijon. Philippe Chaussier est un homme soulagé... et inquiet. La faute à sa double casquette : directeur du centre régional d'éducation populaire et de sport (CREPS) de Dijon et secrétaire général du Syndicat de l'encadrement de la jeunesse et des sports (SEJS). C'est ce syndicat qui a dévoilé les « dégâts » provoqués par la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) au ministère de la Santé et des Sports.

Six fermetures

Six CREPS fermeront leurs portes au 1er septembre 2009 : celui d'Houlgate, du Limousin, de Corse, de Mâcon, de Picardie et de Franche-Comté (hors site de Prémanon). 4 CREPS (Dinard, Vichy,

Poitiers et Voiron) sont « en sursis » : « leur devenir fera l'objet d'une concertation avec les collectivités territoriales et l'ensemble des parties prenantes, notamment le mouvement sportif, sous l'autorité du préfet de région », indique Bernard Laporte, secrétaire d'Etat aux Sports, dans sa lettre aux directeurs de CREPS. « Ces concertations (...) devront déboucher, avant le 31 mars, sur une proposition de solution adaptée ».

Dijon dans la bonne liste

Dernière liste : quatorze CREPS qui ont « vocation à devenir des campus territoriaux de l'excellence sportive », toujours selon les termes de Bernard Laporte. Le CREPS de Dijon figure dans cette liste. Mais son directeur tempère cette bonne nouvelle. « D'abord, nous avons « vocation » à devenir un des campus territoriaux de l'excellence sportive. Nous ne le sommes pas encore. Nous avons donc aussi un vrai défi devant nous. Il nous faudra aller encore plus loin dans la rénovation et l'originalité de nos formations. Nous devons aussi consolider notre approche du sport de haut niveau ».

Un pôle natation européen ?

Concrètement, le pôle lutte, seul Pôle France pour le moment à Dijon, devrait encore être étoffé. Le tir à l'arc pourrait lui aussi monter en puissance. Le CREPS Dijon va en effet bientôt se doter d'un pas de tir olympique couvert à 70 mètres. Enfin, le pôle natation, avec notamment l'arrivée de la piscine olympique de Quetigny, pourrait même prendre une dimension européenne.

De quoi changer l'horizon d'un CREPS qui emploie aujourd'hui 60 permanents (fonctionnaires et contractuels à parts égales), une vingtaine de cadres sportifs et près de 300 partenaires réguliers (profs, médecins...)

Journal LE BIEN PUBLIC du 19 décembre 2008

Nous allons bientôt retourner dans l'**hiver** pourtant nous avons l'impression de ne pas l'avoir quitté même si au printemps nous avons troqué Bernard Laporte pour Rama Yade et si cet été les décès d'enfants dans des pratiques sportives ont permis, comme la grippe A, de s'inquiéter du sort des français sans parler des dégâts de la crise ni des solidarités utiles dont les services publics sont porteurs.

Lors de la 1^{ère} audience du SNEP, le 28 septembre, Notre Secrétaire d'Etat a légèrement dégagé l'avenir des CREPS de Voiron et de Dinard mais en les limitant à l'excellence sportive. Sans formation ni accueil de stage les équilibres budgétaires seront ardues. Quant au modèle de Bourges, plutôt Région/Etat, il charge la Collectivité et désengage à terme l'Etat et sa fonction publique génératrice de cohésion sociale.

Voilà la tendance de la politique gouvernementale : fabriquer des champions. Dans le Harvard du Sport Français, l'école de l'excellence, le gymnésée perdu (la préparation olympique) c'est l'Etat, mais pour la palestre (la formation et la sélection des athlètes) ce sont les Collectivités qui paient : régions, départements, communes...

Mais quels intérêts auraient-ils à financer un système sportif dont les enjeux ne seraient faits que d'espérance et les juges, le Prytanée (le Comité national olympique) inaccessibles ? La promesse de retombées économiques, le pari de la notoriété ou le sentiment de participer à la défense de valeurs désintéressées et universelles de rapprochement et de solidarité entre les peuples, celles d'un monde libre !

Il y a là un **marketing**, une stratégie commerciale, reposant sur l'espoir qui n'est que le revers de la fatalité. La promesse pour l'engagement, le projet pour la réalisation. Au bout du compte la résignation sans cesse renouvelée d'une vie de téléspectateur.

A l'heure de la crise économique les romains réclamaient du pain et des jeux et comme il était devenu impossible d'arrêter le spectacle, il a suffi de simplement réduire les coûts ! L'annonce d'investissements privés dans le sport-spectacle simultanément à celle du redéploiement de la publicité sur les seules chaînes de télévision privées ne seraient être que dilatoires, mais elles ne trompent plus personne et nous sommes tous redevables de l'audiovisuel.

Oui mais, diront certains, les pratiquants, les amateurs ceux qui prennent du **plaisir** individuellement et collectivement, ceux qui veulent **éduquer** les enfants et les générations futures dans la connaissance partagée des bienfaits sanitaires et sociaux de l'activité physique et sportive, ceux qui comme Coubertin, ceux qui ... Ceux là sont **interdits** de la nouvelle donne sportive. C'est clair, c'est net, ils doivent chercher ailleurs les moyens de leur pratique. Ce n'est plus l'affaire des établissements et services de la Jeunesse et des Sports. Vous ne voudriez tout même pas qu'en période de difficulté ...

Voilà, nous qui pensions que TELERAMA allait justement nous parler de cela de la résistance du « mouvement sportif », du rassemblement autour d'idées, d'idéaux éducatifs peut-être ? Du rapprochement avec ceux qui se battent pour la défense du service public ? Rien.

* CREPS : Centre Régional d'Education Populaire et du Sport, avant parce qu'après ...

... Rien ... ou peut-être un autre choix à construire **collectivement**.

RDV avec le SNEP, outil des professeurs de sport et des enseignants d'EPS,
Pierre-Yves Doré, correspondant Bretagne & Gildas Duplenne un insupportable supporter,
année 2009.